

## EXPLICATIONS NÉCESSAIRES...

L'article du citoyen Urbain Gohier - «*l'Abstention active*», - que les *Temps Nouveaux* ont publié dans le numéro du 8 juillet, me semble appeler certaines explications de ceux qui «*agacent*» le citoyen de leurs récriminations trentenaires contre Galliffet, qui ne les a pas «*tous tués*», au grand regret, paraît-il, de l'auteur de cet article.

Et d'abord, pourquoi le citoyen Gohier a-t-il pris à partie, lui, le sieur Cavaignac, fils du bourreau de juin 1848, et le poursuit-il, fort légitimement d'ailleurs, de ses récriminations cinquantenaires? Comment peut-il invoquer la prescription en faveur de Galliffet lui-même, alors qu'il en refuse le bénéfice au fils du général assassin Cavaignac, qui, comme le mouton de la fable, pourrait répondre qu'alors il n'était pas né?

Il y a là un manque de logique auquel jusqu'alors le citoyen Gohier ne nous avait point habitués.

Ou bien serait-ce uniquement parce que le Cavaignac actuel s'affirme l'impudent ami et complice des faussaires de l'état-major, des bourreaux de Dreyfus, le capitaine Cocardier, alors que Galliffet feint d'être le défenseur de ce dernier, tout en restant plein de prévenances envers ses anciens camarades, ennemis acharnés de l'ex-prisonnier de l'Ile du Diable?

Mais passons et abordons le côté sérieux de l'article du citoyen Gohier.

Voyons ce que valent réellement ces messieurs dont il prend si bénévolement la défense contre ceux qui leur reprochent leurs tripatouillages politiques, qualifiés par lui et si bizarrement «*d'action*».

Depuis un demi-siècle, les représentants officiels du parti républicain, de Ledru-Rollin à Gambetta, Brisson, Clemenceau, Ranc, etc..., parlent du dévouement actif dont ils prétendent avoir fait preuve en faveur de la République.

Examinons la valeur de leurs prétentions à ce propos. Sans doute, grâce aux hasards financiers qui leur ont permis d'écrire dans de grands journaux durant cette période cinquantenaire, ils ont pu agiter l'opinion publique contre les pouvoirs adverses d'alors - mais aussi faire dévier cette opinion en écartant soigneusement des questions qui intéressaient le plus la masse des travailleurs.

Puis, le moment venu d'agir efficacement, ils se sont dérobés prudemment durant la lutte, ne redonnant signe de vie qu'au moment de profiter des résultats et de se faire proclamer - on sait comment, directeurs suprêmes de la Révolution triomphante. Qu'arrivent les mouvements vraiment populaires, tels que juin 1848 et mars 1871, leur «*action*» consiste à se mettre aussitôt au service de la réaction, au profit de laquelle ils emploient leur énergie, pour refouler par le massacre les revendications de ceux dont ils avaient prétendu défendre les intérêts pour arriver au Pouvoir.

Si encore ils pouvaient invoquer leurs actes pour justifier cette rage sanglante du Pouvoir pour le Pouvoir!

Voyons-les à l'œuvre sous ce rapport.

Depuis bientôt trente années, ils le possèdent pour la seconde fois. Dressons le bilan de leur action.

Ils prennent, dès le 4 septembre 1870, la direction de la Défense nationale menacée. Rien n'est encore perdu. Avec de l'honnêteté seulement à défaut d'audace - ils peuvent tirer parti de l'énergie populaire pour refouler l'ennemi.

Toute leur énergie à eux, directeurs de la Défense - s'emploie à énerver celle du peuple de Paris, dont ils ont plus de peur que du Prussien, et à défendre la propriété contre la Révolution qu'ils redoutent.

Voilà pour leur patriotisme!

Voyons-les à l'œuvre comme gouvernants à l'intérieur.

Nos défaites leur ont suffisamment prouvé l'incapacité des chefs de l'armée, et même leurs tendances à la trahison, ainsi que sa mauvaise organisation.

Tentent-ils, la paix étant faite, de la démocratiser? Pensent-ils seulement à réviser l'exécrable et stupide code militaire qui livre le soldat pieds et poings liés à la brutalité et aux ineptes caprices de ses chefs?

Ce sont les plus fougueux radicaux au Pouvoir qui, non seulement maintiennent l'armée telle qu'elle est, mais encore, et sous le fallacieux prétexte d'une revanche à laquelle ils ne croient pas, aggravent l'intolérable esclavage du soldat en en prolongeant la durée, de telle sorte que, jusqu'à l'âge de quarante-cinq ans, il n'est pas un citoyen en France qui puisse s'affirmer civiquement libre. Ont-ils touché, ces républicains au Pouvoir, ont-ils touché à la législation pénale et à la procédure infâme qui livrait, jusqu'à ces derniers temps, l'accusé à la discrétion tortionnaire du juge d'instruction?

Oui, mais pour aggraver encore cette législation féroce protectrice de la propriété, en y ajoutant la relégation pour tous récidivistes - même en matière politique.

Ils ont même rétabli la peine de mort en matière politique, sinon légalement, du moins en fait - ce qui est plus ignoble encore.

Sans doute, de précieux adoucissements sous ce rapport viennent d'être apportés à notre législation criminelle: la loi de sursis et la suppression de l'instruction secrète. Mais c'est précisément à deux hommes qui ne passent point pour de farouches républicains qu'on doit les adoucissements; c'est à M. Bérenger, d'ailleurs grotesque défenseur de la morale publique, et à M. Constans, un bon type de modéré.

La liberté de conscience, la liberté de la Presse, celle de la parole, leur doivent-elles quelque chose, à ces républicains si actifs? Les procès de toute sorte auxquels donne lieu jusqu'à maintenant l'usage de ces libertés nous dispensent d'y insister. Elles sont même qualifiées par certains d'entre eux de «*vieilles guitares*».

Ce n'est pas le farouche citoyen Ranc qui me démentira, j'en suis sûr.

La liberté individuelle doit à ces messieurs autant qu'à n'importe quel royaliste d'être restreinte chaque jour davantage.

Quant à l'enseignement, il va sans dire que nos hommes d'action se sont bien gardés jusqu'à maintenant d'en changer les bases monarchico-cléricales et surtout excellemment conservatrices.

Enfin, il n'est pas jusqu'à la police qui, entre les mains des républicains actifs - très, très actifs même sous ce rapport, ne soit devenue plus malfaisante et plus brutalement agressive. - On en change, il est vrai, parfois les directeurs, mais avec recommandation expresse au nouveau titulaire d'en maintenir avec soin l'esprit et les pratiques.

Tel est en somme le bilan sommaire de l'action de nos politiciens les plus actifs, soit qu'ils gouvernent

directement comme ministres, soit qu'ils inspirent ceux-ci comme chefs de groupes parlementaires, comme l'a fait plus de quinze années entre autres le citoyen G. Clemenceau, dont les effarements successifs au sujet de «*l'affaire*» rappellent singulièrement celui de la poule qui a couvé un canard.

Nous passons sous silence toutes les réformes économiques et concernant le relèvement de la femme en dignité et en liberté morale, ces questions n'ayant jamais été pour nos hommes d'action politique que de simples balançoires qu'on retire du bahut seulement durant les périodes électorales.

Ces hommes d'action politique, on le voit, ne se sont jamais donné d'autre mission, n'ont eu d'autre objectif que de protéger les ennemis de la République, de les rassurer, de les armer même en leur créant un arsenal de lois liberticides, en haine du peuple dont ils ont en somme une peur atroce.

En résumé, les Gambetta, les Ferry, les Floquet, les Clemenceau, les Brisson, les Ranc et leurs sous-ordres n'ont employé leur activité qu'à mener bon train la République à la plus complète et à la plus honteuse des faillites.

Comment dès lors pourrait-on consentir à les suivre dans leurs basses intrigues, qui ont eu pour résultat fatal d'amener une situation assez misérable pour que des Waldeck-Rousseau et des Galliffet en puissent être considérés à cette heure comme les seuls sauveurs possibles?

La haine et le dégoût peuvent seuls désormais inspirer contre ces hommes ceux qu'on a mis dans l'impossibilité de réagir contre d'aussi infâmes compromis, en émasculant depuis un demi-siècle les masses populaires dont on a en même temps désorienté et faussé le sens moral.

C'est à cela que le citoyen Gohier devrait plus justement attribuer l'attitude actuelle de ceux qu'il accuse de cette «*attitude commode et sans danger*».

Il est vrai que les prudents pourraient se livrer à l'action électorale, ce qui ferait mieux l'affaire des candidats très actifs, qui comprennent trop que leur abstention de tous votes leur est une menace de mort. Aussi les politiciens sont-ils à la recherche de moyens légaux contraignant les citoyens à jouir de leur souveraineté, sous menace de sanctions pénales contre les récalcitrants. Nous ne pouvons que désirer qu'ils réussissent. Cela hâtera l'enterrement du suffrage universel, cette macabre fumisterie. L'avènement de la Révolution sociale ne pourrait qu'y gagner.

Quant à l'argument du citoyen Gohier nous affirmant qu'il eût plus gagné d'argent en se faisant commerçant ou industriel qu'à se faire journaliste, il nous paraît un peu puéril.

Le fait est possible, mais il me semble qu'il n'a pas trop lieu de regretter de ne vivre que de sa plume et qu'il ne peut trop crier misère de ce chef.

Qu'il me permette pourtant de lui rappeler que parmi les abstentionnistes, qui lui causent tant d'agacement, il en existe bon nombre qui se contentant, d'ailleurs, tout comme lui à cette heure, de ne lutter que par la plume, ne tirent pas le moindre argent de leur copie - que d'aucuns la font même imprimer à leurs frais - tandis que nous connaissons bon nombre de politiciens actifs qui ne donnent jamais leur littérature gratis, sans doute pour ne la pas déprécier. Inutile d'ajouter qu'à ce propos nous ne visons nullement le citoyen Gohier, dont nous ne connaissons point d'ailleurs les habitudes en ce cas tout spécial.

**Gustave LEFRANÇAIS.**

-----